

Le plus, lorsque nous venons à considérer que la population du Canada a près de cinquante millions dans les caisses d'éparques, et cent quatre-vingt-treize millions dans les banques constituées en corporations; que les polices émises par les compagnies d'assurance sur la vie représentent quatre cent soixante millions (\$460,000,000), et que nos compagnies de chemins de fer ont un capital d'environ un milliard, lorsque nous arrivons à considérer ces résultats, dis-je, ne devons-nous pas être fiers de la position que nous occupons et devons-nous désespérer de l'avenir de notre pays ?

Si nous devons, M. l'Orateur, ajouter foi aux lugubres prédictions faites par quelques-uns de mes honorables amis de la gauche, la Confédération canadienne serait bientôt à deux doigts de la ruine et de la désolation si le gouvernement libéral restait plus longtemps à la tête des affaires. J'étudie l'histoire d'Angleterre, et d'après ce qu'il m'est possible d'inférer de mes lectures, je puis poser comme principe que le torysme, en Grande-Bretagne ou au Canada, aujourd'hui ou il y a cinquante ans, se ressemble d'une manière frappante. On a dit qu'un tory croit d'abord en lui, qu'il croit ensuite—c'est aussi une partie de son système—que les bonnes choses de ce monde sont faites pour le petit nombre, et que, cela va sans dire, il est parmi ce petit nombre, que sa colère et sa défiance sont excitées à l'extrême, si d'autres, n'appartenant pas à son parti, administrent les affaires du pays.

En admettant, M. l'Orateur, pour les fins de l'argumentation, que le parti tory règne de droit divin, la situation est-elle si désespérée après trois années de régime libéral ? L'avenir est-il si sombre, les perspectives si décourageantes ?

Qu'il me soit permis de répondre à cette question par quelques faits et quelques chiffres.

A moins que la prospérité ne soit un symptôme de décadence, je ne vois pas comment les sinistres prédictions de mes honorables amis se réaliseront. Nous avons devant nous les données statistiques du dernier exercice, et, à mon avis, nous avons terminé en juin dernier un exercice jusqu'ici sans égal en ce qui a trait au commerce canadien. Nos exportations se sont élevées à cent cinquante-huit millions sept cent vingt-six mille huit cent un dollars (\$158,726,801), et nos importations entrées pour la consommation, à cent trente millions six cent trente mille cent quatre-vingt-quinze dollars (\$130,630,195), soit un total de deux cent quatre-vingt-neuf millions trois cent cinquante six mille neuf cent quatre-vingt-seize dollars (\$289,356,996). Ce montant; M. l'Orateur, dépasse de quarante-quatre millions cinquante-neuf mille huit cent cinquante-deux dollars (\$44,059,852) les chiffres de l'exercice précédent.

L'ensemble du commerce est, en chiffres ronds, de cinquante millions de dollars plus considérable qu'en 1896, et c'est le montant le plus élevé que nous ayons eu jusqu'ici.

M. LEMIEUX.

Je vois aussi que les opérations financières du gouvernement, pendant l'exercice 1897-98, ont eu pour résultat un excédant d'un million cinq cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-un dollars (\$1,575,881), ce qui est un résultat réellement encourageant. Qui, mieux que l'honorable chef de la gauche, sait qu'il y a eu durant plusieurs années une succession non interrompue de déficits ? Un déficit d'un million, deux cent dix mille trois cent trente-trois dollars (\$1,210,333) en 1894; un autre de quatre millions cent cinquante-trois mille huit cent soixante et seize dollars (\$4,153,876) en 1895; un troisième de trois cent trente mille cinq cent cinquante et un dollars (\$330,551) en 1896, et, enfin, en déficit de cinq cent dix-neuf mille dollars (\$519,000) en 1897.

Pendant la campagne électorale de 1896, on nous a dit dans les journaux conservateurs et sur les tribunes que l'arrivée au pouvoir du parti libéral signifierait la fermeture des usines, et serait un coup mortel porté aux industries du Canada. Or, M. l'Orateur, le système libéral a été appliqué durant deux années, et je prétends que, jamais auparavant, la prospérité ne s'est fait sentir à un aussi haut degré dans les districts manufacturiers, malgré une réduction importante dans les droits. En 1896, nos manufactures ont exporté pour neuf millions trois cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt-quatre dollars (\$9,365,384). En 1898, les exportations provenant de la même source ont atteint dix millions six cent trent-neuf mille deux cent vingt-sept dollars (\$10,639,227), soit une augmentation d'un million deux cent soixante-treize mille huit cent quarante-trois dollars (\$1,273,843).

Non seulement nos fabricants ont affronté courageusement les réductions contenues dans le nouveau tarif, mais ils ont lutté avantageusement avec les industriels étrangers sur les marchés des autres pays.

Je puis aussi signaler un autre indice important de notre progrès commercial constant; c'est le chiffre actuel des faillites par comparaison avec celui des années antérieures. Le nombre total de faillites au Canada, en 1898, d'après les rapports de Bradstreet, s'élève à 1,427, contre 1,907 il y a un an, tandis que le passif, dans les différents cas, atteint seulement neuf millions six cent quarante-quatre mille dollars (\$9,644,000), cette année, ce qui indique une diminution de vingt-quatre (24) pour 100 dans le nombre, et de trente-cinq (35) pour 100 dans le passif. Je dis que cette diminution fait plaisir, car la proportion des faillites qui ont eu lieu au Canada l'année dernière avec le chiffre total des capitaux engagés dans les affaires a été moindre que pendant toute autre année de l'histoire du pays.

Tout tableau, M. l'Orateur, a ses jours et ses ombres. Dans la description qu'ils ont faite des affaires de ce pays sous la présente administration, mes honorables amis de la gauche ont complètement oublié les jours, mais en revanche, ils n'ont pas ménagé les ombres. J'en appelle à leur sens